



DROITS D'ALERTE



Faire le point sur les différents droits d'alerte des élus du CSE et des salariés et leur mobilisation.



1 JOUR

PUBLIC

Les représentants du personnel intéressés par le sujet

TARIF

Formation uniquement en intra entreprise en présentiel ou en visioconférence. Organisation sur mesure à la date de votre choix. Contactez-nous pour un devis personnalisé.

PRÉREQUIS

Aucun

PROGRAMME

► PANORAMA DES DROITS D'ALERTE EN ENTREPRISE : OBJECTIFS ET PROCÉDURES

- Droits d'alerte CSE : droit d'alerte économique, droit d'alerte sociale, droit d'alerte en matière de santé publique et d'environnement, droit d'alerte en cas d'atteinte aux droits des personnes, droit d'alerte en cas de danger grave et imminent
- Droits d'alerte des travailleurs : droit d'alerte et de retrait en cas de danger grave et imminent, droit d'alerte professionnelle

► FOCUS SUR LES LANCEURS D'ALERTE APRÈS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI WASERMAN DEPUIS LE 1ER SEPTEMBRE 2022

- Protection des lanceurs d'alerte
- Obligation de mise en place d'une procédure interne de signalement dans les entreprises d'au moins 50 salariés
- Signalement externe, alerte publique
- Possibilités d'action pour les représentants du personnel

► FOCUS SUR LES VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES ET LE RÔLE DES RÉFÉRENTS CSE EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT SEXUEL ET LES AGISSEMENTS SEXISTES

- Définitions du harcèlement sexuel et des agissements sexistes
- Pistes de négociation de moyens pour les référents CSE